

Cahier de texte numérique : pour un management soft ?

L'Environnement Numérique de Travail possède un objectif générique officiel, celui d'harmoniser et développer les nouvelles pratiques pédagogiques s'appuyant sur les TIC, et de favoriser les échanges au sein de la "communauté éducative".

Dans la plupart des cas aujourd'hui, il se limite à une partie vie scolaire, une partie cahier de texte et une partie messagerie, et il ne présente que des avantages aux yeux des modernistes utilisateurs des TIC : "information", "en temps réel", échanges libres entre collègues et administration, rayonnement de l'innovation...

Un cahier de texte numérique obligatoire

Or une récente circulaire (2010-136 du 6 Septembre 2010) adresse aux diverses autorités du secondaire (Recteur, IA, IPR, IEN, directions d'établissement) annonce des directives précises à propos du cahier de texte numérique, qui dans leur ensemble plantent une réalité beaucoup moins rose pour notre métier.

Le cahier de texte numérique doit devenir obligatoire à partir de la rentrée 2011 et se substituera à l'ancien support papier. Il devra mentionner le contenu de chaque séance, tous les documents transmis aux élèves numérisés, les devoirs et exercices, et devra être à la disposition permanente des élèves, des parents, d'élèves, des personnels de direction, des inspecteurs. Il devra aussi être consultable par les enseignants, le conseil pédagogique, le conseil de classe, le conseil d'enseignement au cours de l'année mais aussi de l'année suivante, suivant ainsi la redistribution en cours des pourvoirs hiérarchiques dans l'institution impulsée par la réforme libérale et concurrentielle actuelle. Enfin, il sera conservé 5 ans et tous jours consultable pour être éventuellement versé aux archives de l'établissement par la direction si elle estime qu'il s'agit, selon ses critères, d'un enseignement original.

Les parents (ou ceux qui auront les moyens de consulter le net) auront donc accès à une information brute, non filtrée, pour alimenter une base de données sans aucune transparence et dont l'utilisation n'est pas contrôlée. Un stock d'informations considérable sur l'activité de chaque utilisateur, disponible pour tous les échelons hiérarchiques donne la possibilité d'une appropriation de travaux par la direction de l'établissement, et plus encore renforce la possibilité d'un contrôle permanent sur notre activité et celle des élèves.

Pour quels véritables objectifs ?

Face à la mutation qui se présente, la beauté de technologique, la focalisation de l'affichage narcissique ou auto-promotionnel, la focalisation sur le caractère pratique au quotidien ne peuvent faire écran au renforcement de la porosité entre activité professionnelle et vie privée, à la dénaturation de la relation pédagogique dans une mise en relation individualisée entre l'enseignant prestataire de ressources et des usagers et consultants extérieurs aux contingences de l'exercice de notre métier.

En multipliant les occasions d'ingérence administrative, de pression hiérarchique et de tensions entre collègues et parents, cette nouvelle étape dans la mutation bureaucratique et techniciste de l'éducation nationale ne peut trahir les objectifs véritables poursuivis par le pouvoir : priorité managériale, productivité et contrôle permanent pour entrer dans le "meilleur des mondes".

Anticipons sur le scénario pour en éviter les pièges !

Salaires nets mensuel	Cotisation annuelle
- de 600 €	5 €
+ de 600 €	13 €
+ de 750 €	24 €
+ de 900 €	40 €
+ de 1000 €	49 €
+ de 1100 €	58 €
+ de 1200 €	68 €
+ de 1300 €	80 €
+ de 1400 €	92 €
+ de 1500 €	105 €
+ de 1600 €	122 €
+ de 1700 €	138 €
+ de 1800 €	157 €
+ de 1900 €	173 €
+ de 2000 €	189 €
+ de 2100 €	207 €
+ de 2200 €	226 €
+ de 2300 €	245 €
+ de 2400 €	264 €
+ de 2500 €	284 €
+ de 2600 €	306 €
+ de 2700 €	328 €
+ de 2800 €	351 €
+ de 2900 €	375 €
+ de 3000 €	399 €
+ de 3100 €	425 €
+ de 3200 €	450 €
+ de 3300 €	477 €
+ de 3400 €	505 €
+ de 3500 €	534 €

Dir de la publication : PY Cuzon
Imp par nos soins
n° de CPPAP 0414 5 5 05227

Nom : Prénom :

Actif(ve) Retraité(e) Temps complet Temps partiel

Grade précis (ex : PE, Instt., PLP, contractuel, certifié, stagiaire, ASEN, Administratif...)

Adresse personnelle :

Tel. :

Adresse de l'établissement :

Montant de la cotisation annuelle :

Mode de paiement : chèque à l'ordre de Sud Education 29

Je souhaite recevoir des informations régulièrement par mail

Mon mail :@.....

J'accepte d'être le/la correspondant(e) de SUD éducation 29 dans mon établissement (pour les collèges ou lycées) :

Date :

Signature

Bulletin d'adhésion 2010 - 2011

Le syndicat ne vit que des cotisations. Adhèresz, réadhèresz !

Nous avons la rage, pas la gale !

Brest 2 Rue Amiral Nielly ☎ 02 98 05 12 93. **Quimper** 33 Av.de la Libération, ☎ 02 98 53 04 16, sud.education29@laposte.net

Permanences à Quimper et à Brest, les mardi et jeudi, vendredi visitez notre site : <http://sudeducation29.infini.fr/>



SUD éducation
2, rue Amiral Nielly
29200 Brest

LA POSTE
DISTRIBUÉE
PRESSE

Brest CTC

Solidaires
Union Syndicale

Il y a ce vieil adage qui dit que "quand on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la gale". C'est ce qui arrive aux services publics victimes de la marchandisation de la société. Culture de résultats, flexibilité, objection de la concurrence, rentabilité, réduction des coûts... le jargon des "ressources humaines" pollue les services publics. Tout est fait aujourd'hui pour nous démontrer que le service public coûte plus cher qu'un service privé et serait moins performant.

Pour cela il suffit effectivement de le priver des moyens fournis à la concurrence afin de multiplier les dysfonctionnements, pour le dévaloriser aux yeux des usagers et de faire passer le message qu'un service public est un service comme un autre, qu'il doit générer bénéfices et profits. Nous sommes là aux antipodes de la notion de service public dont le but est de servir l'intérêt général et de procéder à une redistribution des richesses en mettant un service payé en partie par les contribuables à la portée du plus grand nombre.

L'Education nationale pas éparpillée

Cette politique gouvernementale a besoin de marchandiser l'éducation, secteur globalement fermé aux prédateurs capitalistes... jusqu'à aujourd'hui. Le budget 2011 représente une intensification inacceptable de la casse des services publics et de l'École ! Le dogme du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux chez les fonctionnaires est réaffirmé et avec lui le gel des salaires. Avec 16 000 suppressions de postes annoncées, l'Education Nationale, qui a perdu plus de 50 000 postes depuis l'élection de Sarkozy et doit en perdre encore 32000 les deux années suivantes, s'ins-talle dans une situation intenable, de la maternelle à l'université en passant par l'ensemble des services techniques et administratifs.

Partout, les manques de personnels sont criants. Cette

La poursuite de cette politique renforce le creusement des inégalités par l'école elle-même. Comme la casse des services publics fragilise l'accès aux droits pour les populations les plus fragiles, la casse de l'École Publique a comme premières victimes une majorité d'enfants des classes populaires. Ceux qui opèrent de telles coupes budgétaires n'ignorent rien de cela. Face à ce bulldozer idéologique, les bonnes intentions ne suffisent plus : la lutte doit se radicaliser, nous devons nous révolter, nous organiser, nous syndiquer ! Depuis quelques années, autour de SUD éducation, des collègues s'unissent pour construire, au quotidien, un syndicalisme de transformation sociale. Nous sommes fiers de vous présenter aujourd'hui le 100^{ème} numéro de notre journal !

Nous avons la rage

politique touche au cynisme quand on sait que le ministère attend pour la rentrée prochaine une augmentation de plus de 60 000 élèves dans le seul second degré. Ce sont nos conditions de travail au quotidien qui deviennent intenable. La gestion des personnels sur le mode de l'entreprisisme intensifie. Cette politique vient justifier une approche réactionnaire de l'école : casse de la formation professionnelle des enseignants, disparition des structures d'aide aux élèves, renforcement du contrôle hiérarchique... Elle promet l'idée d'une école minimale : réduction autoritaire de certaines disciplines d'enseignement, externalisation de l'aide et du soutien...

Refusons le budget de pénurie de l'Education Nationale !
Manifestation samedi 22 janvier à 11h à Quimper devant l'Inspection Académique
à l'appel du collectif "L'éducation est notre avenir"
contact@alliance-fo29.org

